

Résultats financiers
 (en millions de dollars)

	Chiffres réels 1997-1998	1998-1999		
		Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Recettes	52 488	53 390	54 214	824
Dépenses				
Programmes	43 607	45 219	45 711	492
Restructuration et autres dépenses	1 595	194	561	367
Total des dépenses - programmes	45 202	45 413	46 272	859
Immobilisations	2 523	2 337	2 344	7
Intérêt sur la dette publique	8 729	9 214	9 161	(53)
Total des dépenses	56 454	56 964	57 777	813
Réserve	--	650	--	(650)
Déficit	3 966	4 224	3 563	(661)

POINT SAILLANTS
COMPTES PUBLICS DE 1997-1998

- ◆ Selon les *Comptes publics*, qui ont été publiés le 28 septembre, le déficit vérifié de 1997-1998 se chiffre à 3 966 millions de dollars, ce qui représente 1 237 millions de dollars de moins que le montant prévu dans le budget de 1998. Ces résultats ont été obtenus grâce à des recettes de 378 millions de dollars plus élevées que d'après les prévisions budgétaires et à des dépenses nettes inférieures de 859 millions de dollars découlant en grande partie d'un changement de traitement comptable des montants que la province s'est engagée à verser, sur trois ans, pour le service de la dette relative au capital-obligations des conseils scolaires.

RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 1998-1999
DÉFICIT PRÉVU DE 3,6 MILLIARDS DE DOLLARS

- ◆ Le déficit prévu pour 1998-1999 se chiffre à 3 563 millions de dollars, soit 661 millions de dollars et 657 millions de dollars de moins que les montants indiqués dans le budget de 1998 et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, respectivement.

RECETTES DE 54,2 MILLIARDS DE DOLLARS

- ◆ Les prévisions de recettes sont de 54 214 millions de dollars, ce qui est supérieur de 824 millions de dollars aux prévisions du budget et de 820 millions de dollars aux chiffres de *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, principalement grâce à une hausse au chapitre de l'impôt sur le revenu des particuliers.

DÉPENSES DE 57,8 MILLIARDS DE DOLLARS

- ◆ Les dépenses totales, qui s'élèvent à 57 777 millions de dollars, sont supérieures de 813 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire et de *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Cette augmentation découle en grande partie d'une hausse des dépenses de 307 millions de dollars à la suite du changement de traitement comptable des coûts du service de la dette pour le capital-obligations des conseils scolaires; d'un accroissement net de 367 millions de dollars de la provision au poste de la restructuration et des autres dépenses; et de 220 millions de dollars de plus pour les coûts de démarrage et d'assurance de l'Agence canadienne du sang, qui ont été en partie contrebalancés par une réduction de 145 millions de dollars des dépenses en immobilisations et de fonctionnement associées à la tempête de verglas de l'hiver dernier puisque ces coûts ont été portés aux dépenses de 1997-1998.

RÉSERVE APPLIQUÉE À LA RÉDUCTION DU DÉFICIT

- ◆ On a appliqué à la réduction du déficit la réserve qui avait été prévue afin de protéger le plan financier contre les risques imprévus tels que les changements défavorables sur le plan des perspectives économiques, et leur incidence sur les recettes et l'intérêt sur la dette publique. En raison de meilleures perspectives sur le plan des recettes pour 1998-1999, il ne sera pas nécessaire de puiser dans la réserve de 650 millions de dollars.

FINANCES DE L'ONTARIO

DÉTAILS DES MODIFICATIONS EN COURS D'EXERCICE

RÉSULTATS FINANCIERS

RECETTES

On prévoit des recettes de 54 214 millions de dollars, soit 824 millions de dollars de plus que les 53 390 millions de dollars prévus dans le plan budgétaire de 1998 et 820 millions de dollars de plus que les prévisions de *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP), qui est partiellement contrebalancée par les recettes moins élevées provenant du gouvernement fédéral et les autres recettes non fiscales moins importantes.

- ◆ Les recettes tirées de l'IRP sont de 1 450 millions de dollars supérieures aux prévisions du budget en raison des estimations plus élevées des cotisations de 1997 à ce chapitre, obtenues à l'aide des renseignements provisoires provenant du traitement des déclarations, et du revenu imposable plus élevé que prévu pour l'année d'imposition 1998.
- ◆ Les recettes provenant du gouvernement du Canada sont inférieures de 593 millions de dollars.
 - ◆ Les paiements versés dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TSPS) ont diminué de 470 millions de dollars en raison de la révision à la baisse des prévisions démographiques effectuées par Statistique Canada pour l'Ontario au cours des dix dernières années, qui réduisent les montants auxquels a droit l'Ontario au chapitre du TSPS, et des droits en argent moins élevés découlant de la hausse de la valeur des points d'impôt au chapitre de l'IRP.
 - ◆ Les autres recettes provenant du gouvernement du Canada sont inférieures de 123 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire. Les recettes prévues dans le budget de 1998 tenaient compte d'un montant de 125 millions de dollars devant être versé par le gouvernement fédéral pour indemniser les victimes de la tempête de verglas. Toutefois, puisqu'on a tenu compte des montants d'indemnisation (et des dépenses) associés à la tempête de verglas dans les *Comptes publics de 1997-1998*, les recettes et les dépenses de 1998-1999 sont réduites en fonction des montants imputés l'année précédente. Cette baisse a été en partie compensée par une hausse de 2 millions de dollars des autres recettes provenant du gouvernement fédéral aux fins du Réseau 2000 et du réseau de bibliothèques publiques.
- ◆ Les recettes tirées des autres droits et permis ont augmenté de 4 millions de dollars, contrebalançant ainsi en partie la hausse des dépenses associées au poste de la chasse et de la pêche.
- ◆ Le poste des ventes et locations est inférieur de 10 millions de dollars en raison des recettes moindres découlant des activités de gestion des biens.
- ◆ Les recettes diverses ont diminué de 31 millions de dollars par rapport au premier trimestre. Les recettes (et les dépenses) associées à la santé et la sécurité au travail ont diminué de 35 millions de dollars car les dépenses d'années précédentes recouvrées sont désormais déduites des dépenses, conformément au traitement réservé à ce genre de rentrées de fonds dans les *Comptes publics de 1997-1998*. Cette baisse est en partie compensée par une somme additionnelle de 4 millions de dollars pour tenir compte des nouvelles responsabilités de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

- ◆ Les dépenses de fonctionnement nettes s'élèvent à 55 433 millions de dollars et sont supérieures de 806 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire. Les changements importants représentant 833 millions de dollars pour l'exercice sont les suivants :
 - ◆ Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales : un montant supplémentaire de 2 millions de dollars pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000; ce montant provient entièrement du Fonds de prévoyance.
 - ◆ Ministère du Procureur général : un million de dollars de plus pour l'établissement du Bureau consultatif pour les services aux victimes d'actes criminels.
 - ◆ Ministère des Affaires civiles, de la Culture et des Loisirs : un montant supplémentaire de 4 millions de dollars pour la planification et la mise au point d'initiatives pour souligner le millénaire partout en Ontario et 2 millions de dollars aux fins du Réseau 2000 et du réseau de bibliothèques publiques.
 - ◆ Ministère des Services sociaux et communautaires : une diminution de 20 millions de dollars parce que des locations-acquisitions ont été portées aux dépenses dans les *Comptes publics* d'années précédentes et un montant supplémentaire de 1 million de dollars pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
 - ◆ Ministère de la Consommation et du Commerce : un million de dollars de plus pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.

FINANCES DE L'ONTARIO

DÉTAILS DES MODIFICATIONS EN COURS D'EXERCICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (SUITE)

- ◆ Ministère de l'Éducation et de la Formation : des dépenses supplémentaires de 307 millions de dollars au chapitre des coûts du service de la dette pour le capital-obligations des conseils scolaires en raison d'un changement du traitement comptable de la province; un montant additionnel de 44 millions de dollars pour les coûts de transition associés aux conseils scolaires, qui font partie de la provision globale au poste de la restructuration et des autres dépenses; et un montant supplémentaire de 3 millions de dollars pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ◆ Ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie : des fonds additionnels de 4 millions de dollars, entièrement compensés par les recettes, en raison des nouvelles responsabilités de la Commission de l'énergie de l'Ontario; et un montant supplémentaire de 1 million de dollars pour la Division des sciences et de la technologie, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ◆ Ministère de l'Environnement : une somme supplémentaire de 12 millions de dollars pour le lancement du programme Opération Air pur qui prévoit la vérification obligatoire des émanations des véhicules afin de réduire le smog; et un million de dollars pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ◆ Ministère des Finances : une augmentation de 404 millions de dollars découlant principalement d'une hausse de 400 millions de dollars au chapitre de la provision des fonds non attribués pour la restructuration et les autres dépenses; ainsi que 2 millions de dollars de plus pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000 et un autre montant de 2 millions de dollars pour le projet d'intégration des systèmes de gestion financière, montants qui proviennent entièrement du Fonds de prévoyance.
- ◆ Ministère de la Santé : une augmentation nette de 234 millions de dollars, y compris 220 millions de dollars pour les coûts de démarrage et d'assurance de l'Agence canadienne du sang, et 16 millions de dollars pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ◆ Ministère du Travail : une réduction de 35 millions de dollars au chapitre de la santé et de la sécurité au travail car les dépenses d'années précédentes recouvrées sont désormais déduites des dépenses, conformément au traitement réservé à ce genre de rentrées de fonds dans les *Comptes publics*.
- ◆ Secrétariat du Conseil de gestion : des augmentations de 5 millions de dollars pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000 et de 2 millions de dollars pour le Projet de restructuration des services régionaux, montants qui proviennent entièrement du Fonds de prévoyance. Conformément au classement des frais de restructuration dans les *Comptes publics de 1997-1998*, le Fonds pour circonstances particulières de 77 millions de dollars a été reclassé comme dépenses de programmes. Ce changement de classement n'aura pas d'incidence sur le fonctionnement du Fonds.
- ◆ Ministère des Affaires municipales et du Logement : une réduction de 125 millions de dollars des dépenses associées à la tempête de verglas qu'a subie l'est de l'Ontario l'hiver dernier puisque ces coûts ont été portés aux dépenses en 1997-1998; un montant supplémentaire de 2 millions de dollars pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ◆ Ministère des Richesses naturelles : une somme additionnelle de 42 millions de dollars pour la lutte contre les incendies de forêt; 6 millions de dollars au chapitre de la chasse et de la pêche afin de continuer à assurer la protection et la gestion des ressources de la province dans ces domaines; et une réduction de 12 millions de dollars parce que les acquisitions-locations ont été portées aux dépenses dans les *Comptes publics* d'années précédentes.
- ◆ Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels : un million de dollars de plus pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ◆ Ministère des Transports : un million de dollars supplémentaires pour les inspections relatives aux émanations des véhicules dans le cadre du programme Opération Air pur; un million de dollars de plus pour les modifications qu'il faut apporter aux systèmes informatiques en prévision de l'an 2000, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.

FINANCES DE L'ONTARIO

DÉTAILS DES MODIFICATIONS EN COURS D'EXERCICE

INTÉRÊT SUR LA DETTE PUBLIQUE

- ◆ L'intérêt sur la dette publique devrait être de 9 161 millions de dollars, soit 16 millions de dollars de moins que les chiffres indiqués dans *Finances de l'Ontario* du premier trimestre et 53 millions de dollars de moins que selon les prévisions du budget. Les économies réalisées grâce aux taux d'intérêt plus bas que prévu ont été en partie contrebalancées par les paiements versés aux conseils scolaires au nom des municipalités afin que ces dernières puissent faire face à leurs obligations envers les conseils scolaires durant la période de transition vers un nouveau système d'impôt foncier.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

- ◆ Les dépenses en immobilisations de 2 344 millions de dollars sont supérieures de 7 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire et inférieures de 20 millions de dollars aux chiffres indiqués dans *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Parmi les changements apportés au cours du trimestre, mentionnons :
 - ◆ Ministère du Procureur général : un million de dollars de plus pour l'instauration de six nouveaux tribunaux adaptés aux besoins des enfants.
 - ◆ Ministère des Services sociaux et communautaires : une augmentation de 3 millions de dollars en raison du traitement des locations-acquisitions dans les *Comptes publics*.
 - ◆ Ministère des Affaires municipales : une réduction de 20 millions de dollars des dépenses associées à la tempête de verglas subie par l'est de l'Ontario l'hiver dernier puisque ces coûts ont été portés aux dépenses de 1997-1998; des économies de 13 millions de dollars au chapitre du programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario puisque certains projets ont été terminés plus tôt que prévu et qu'on a tenu compte de ce fait lors du calcul des dépenses définitives de 1997-1998.
 - ◆ Ministère des Richesses naturelles : une somme supplémentaire de 2 millions de dollars pour les locations-acquisitions.
 - ◆ Ministère des Transports : un montant additionnel de 7 millions de dollars au chapitre des fonds de transition pour des subventions ponctuelles visant à répondre aux besoins uniques de certaines localités sur le plan des transports.

FINANCES DE L'ONTARIO

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

LA CROISSANCE DU MARCHÉ DE L'EMPLOI DE L'ONTARIO SE POURSUIT EN 1998

- ◆ Au cours des neuf premiers mois de 1998, 195 000 emplois ont été créés en Ontario, comparativement à la même période l'année dernière.
- ◆ Le taux de chômage de l'Ontario était de 7,1 % en septembre.

LES DÉPENSES DE CONSOMMATION AUGMENTENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE

- ◆ Les dépenses personnelles de consommation réelles ont augmenté de 2,3 % au deuxième trimestre civil de 1998 (d'avril à juin), soit la plus importante hausse trimestrielle en 12 ans.

LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE EST MODÉRÉE AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1998

- ◆ Au cours du deuxième trimestre civil de 1998 (d'avril à juin), le PIB réel de l'Ontario a augmenté au taux annuel de 0,8 %, faisant suite à une hausse de 5,8 % au premier trimestre. Les interruptions de travail dans le secteur de l'automobile aux États-Unis et dans l'industrie de la construction en Ontario ont été principalement responsables du ralentissement de l'activité économique au deuxième trimestre.

LE MARCHÉ DU LOGEMENT DEMEURE DYNAMIQUE

- ◆ Au mois d'août, les reventes de logements en Ontario étaient de 4,8 % plus élevées qu'un an auparavant; en septembre, celles de Toronto étaient de 4,5 % supérieures à celles de l'année précédente.
- ◆ Les ventes de logements neufs dans la région de Toronto ont augmenté de 5,2 % au cours des neuf premiers mois de 1998.

AUGMENTATION DES EXPÉDITIONS DE BIENS MANUFACTURÉS

- ◆ Au cours des huit premiers mois de 1998, les expéditions de biens manufacturés de l'Ontario se sont accrues de 3,5 % comparativement à l'année dernière.
- ◆ Jusqu'à maintenant cette année, les expéditions de meubles et de produits électriques ont augmenté de 25 % et de 12,3 % respectivement.

CROISSANCE DES EXPORTATIONS DE L'ONTARIO EN 1998

- ◆ Pendant les huit premiers mois de 1998, les exportations ontariennes de marchandises à l'échelle internationale se sont accrues de 6,7 % par rapport aux chiffres affichés il y a un an.

L'INFLATION RESTE FAIBLE EN ONTARIO EN 1998

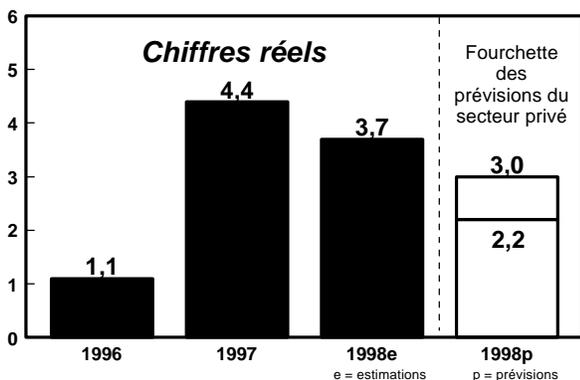
- ◆ Le taux provincial d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été de 0,8 % en septembre (comparaison annuelle).

FINANCES DE L'ONTARIO

INDICATEURS FINANCIERS

Forte croissance prévue

Croissance du PIB réel, pourcentage annuel moyen



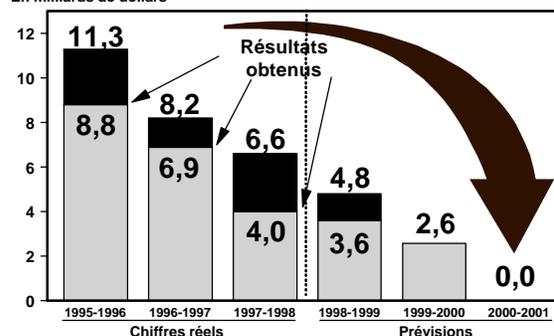
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du secteur privé (octobre 1998).

La croissance de l'économie de l'Ontario est stimulée par les dépenses des consommateurs, les investissements des entreprises, le logement et les exportations. De plus, les réductions d'impôt, la forte création d'emplois et les revenus plus élevés préparent le terrain pour une période d'expansion soutenue. Pour 1998, la croissance du PIB réel devrait être d'au moins 3,7 %. Il s'agit là d'une estimation prudente. Les prévisionnistes du secteur privé estiment en moyenne que la croissance réelle sera de 4 % en Ontario cette année.

À l'automne 1995, le gouvernement a mis sur pied un plan visant à équilibrer le budget et à éliminer le déficit d'ici l'exercice 2000-2001. L'Ontario est sur la bonne voie pour respecter les objectifs annuels de réduction du déficit qui sont indiqués dans le plan. D'après les chiffres réels des *Comptes publics* qui ont été publiés récemment, l'objectif de réduction du déficit a été dépassé en 1997-1998 pour le troisième exercice consécutif. L'objectif fixé pour le déficit de 1998-1999 dans le plan visant à équilibrer le budget, qui est de 4,8 milliards de dollars, a été réduit de 1,2 milliard de dollars et devrait se chiffrer à 3,6 milliards de dollars. Il y a donc de fortes chances que la réduction du déficit soit dépassée pour le quatrième exercice consécutif.

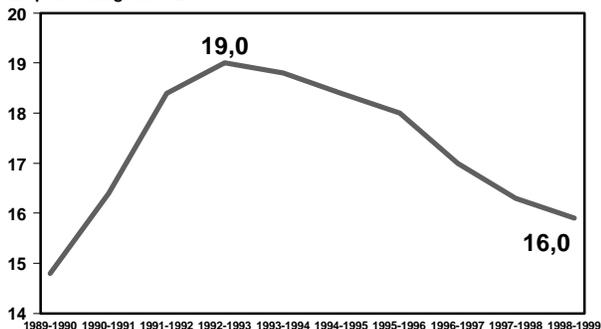
Succès du plan de l'Ontario visant à équilibrer le budget

En milliards de dollars



Dépenses en pourcentage du PIB

En pourcentage du PIB



Les dépenses totales en pourcentage du PIB de la province ont augmenté considérablement au début des années 1990. Du sommet de 19 % atteint en 1992-1993, les dépenses provinciales en pourcentage du PIB ont été réduites à 16 % en 1998-1999.

FINANCES DE L'ONTARIO

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES (variation en % par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

		Annuels	Trimestriels					
			1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
		1997	1997	1997	1997	1997	1998	1998
Production (Taux annuel désaisonnalisé)								
PIB réel	Ontario	4,4	7,0	6,3	7,0	3,0	5,8	0,8
PIB nominal	Ontario	4,8	6,3	5,5	6,3	2,5	5,9	1,5
		Annuels	Mensuels 1998					
		1997	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marchés du travail								
Population active (var. en milliers)	Ontario	76	11	9	(16)	1	(18)	64
Emploi (var. en milliers)	Ontario	102	23	13	(14)	(3)	(18)	62
Secteur privé	Ontario	130	(2)	2	(23)	5	(21)	64
Secteur public	Ontario	(28)	25	12	9	(8)	3	(2)
Taux de chômage (%)	Ontario	8,5	7,2	7,1	7,1	7,2	7,2	7,1
Secteur des ménages								
Ventes au détail	Ontario	7,8	2,4	1,7	(2,3)	1,0	0,6	n.d.
Mises en chantier de logements urbains (en milliers)	Ontario	50,0	52,4	49,1	46,1	38,9	48,5	47,7
Ventes de logements neufs*	Toronto	30,6	30,7	12,6	16,1	9,0	36,0	(8,4)
Reventes de logements*	Ontario	1,9	(7,7)	4,2	11,1	4,2	4,8	n.d.
Expéditions de biens manufacturés	Ontario	8,1	(0,4)	(0,1)	(7,0)	(3,2)	12,3	n.d.
Matériel de transport	Ontario	12,7	(3,0)	0,2	(19,7)	(9,1)	37,4	n.d.
Indice des prix à la consommation (tous les articles)	Ontario	1,9	0,6	1,1	0,7	0,9	0,6	0,8

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Toronto Real Estate Board, Association canadienne de l'immeuble et Ward's Automotive.

* variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

RECETTES

(en millions de dollars)	Chiffres réels 1997-1998	1998-1999		
		Plan budgét.	Prévis. actuelles	Modif. en cours d'exerc.
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	16 293	14 635	16 085	1 450
Taxe de vente au détail	10 843	11 435	11 435	--
Impôt sur les sociétés	7 456	7 600	7 600	--
Impôt-santé des employeurs	2 851	2 780	2 780	--
Taxe sur l'essence	2 028	2 045	2 045	--
Taxe sur les carburants	563	600	600	--
Taxe sur le tabac	425	470	470	--
Droits de cession immobilière	565	580	580	--
Impôt sur les bénéfices miniers	40	50	50	--
Taxe sur le pari mutuel	4	6	6	--
Impôt sur les dividendes privilégiés	60	55	55	--
Autres recettes fiscales	73	190	190	--
	41 201	40 446	41 896	1 450
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	3 970	3 950	3 480	(470)
Expansion du bilinguisme	49	40	40	--
<i>Loi sur les jeunes contrevenants</i>	59	59	59	--
Réadaptation professionnelle	53	46	46	--
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	116	92	92	--
Logement social	387	353	353	--
Autres	464	388	265	(123)
	5 098	4 928	4 335	(593)
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES				
Société des loteries de l'Ontario	714	840	840	--
Régie des alcools de l'Ontario	745	760	760	--
Société des casinos de l'Ontario	771	915	915	--
Autres	61	(77)	(77)	--
	2 291	2 438	2 438	--
AUTRES RECETTES				
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	820	915	915	--
Autres droits et permis	616	570	574	4
Recettes de la Commission des permis d'alcool de l'Ontario	506	510	510	--
Redevances	286	265	265	--
Ventes et locations	582	480	470	(10)
Amendes et pénalités	174	40	40	--
Remaniement des services locaux - remboursement des dépenses	519	2 261	2 261	--
Divers	395	537	510	(27)
	3 898	5 578	5 545	(33)
TOTAL DES RECETTES	52 488	53 390	54 214	824

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)		1998-1999		
MINISTÈRE	Chiffres réels 1997-1998	Plan budgét.	Prévis. actuelles	Modif. en cours d'exerc.
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	306	340	343	3
Remise fiscale aux exploitations agricoles	158	--	--	--
Procureur général	680	733	735	2
Commission de régie interne	113	121	121	--
Affaires civiles, Culture et Loisirs	280	307	316	9
Services sociaux et communautaires	7 989	7 848	7 834	(14)
Consommation et Commerce	92	133	136	3
Développement économique, Commerce et Tourisme	194	170	203	33
Éducation et Formation	7 700	10 204	10 510	306
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	1 443	61	61	--
Transition - conseils scolaires	224	117	161	44
Énergie, Sciences et Technologie	69	161	142	(19)
Environnement	142	143	156	13
Bureaux du corps exécutif	14	19	19	--
Finances - à ses propres fins	690	691	702	11
Intérêt sur la dette publique	8 729	9 214	9 161	(53)
Fonds de réinvestissement communautaire	169	677	677	--
Restructuration et autres dépenses - fonds non attribués	--	--	400	400
Santé	18 321	18 682	18 950	268
Restructuration des services de santé	532	--	--	--
Affaires intergouvernementales	5	4	4	--
Travail	87	111	76	(35)
Secrétariat du Conseil de gestion	352	348	363	15
Régime de retraite des fonctionnaires/du SEFPO	(86)	(100)	(100)	--
Fonds de prévoyance	--	830	680	(150)
Indemnités de départ des employés de la FPO	(159)	--	--	--
Équité salariale - paiements rétroactifs	140	--	--	--
Fonds pour circonstances particulières	--	77	77	--
Affaires municipales et Logement	2 395	1 728	1 607	(121)
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	23	--	--	--
Fonds de restructuration des municipalités	71	--	--	--
Secrétariat des affaires autochtones	10	9	10	1
Richesses naturelles	405	388	456	68
Développement du Nord et Mines	62	100	100	--
Office des affaires francophones	2	3	3	--
Bureau de la condition féminine	18	21	21	--
Solliciteur général et Services correctionnels	1 173	1 188	1 209	21
Transports	709	499	500	1
Restructuration/Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	50	--	--	--
Transfert en capital sur 5 ans à la Commission de transport de l'Ontario	829	--	--	--
Économies à la fin de l'exercice	--	(200)	(200)	--
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	59 931	54 627	55 433	806

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

(en millions de dollars)	Chiffres réels 1997-1998	1998-1999		
		Plan budgét.	Prévis. actuelles	Modif. en cours d'exerc.
MINISTÈRE				
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1	3	3	--
Procureur général	47	91	92	1
Affaires civiles, Culture et Loisirs	7	5	5	--
Services sociaux et communautaires	51	20	23	3
Développement économique, Commerce et Tourisme	3	--	--	--
Éducation et Formation	380	379	379	--
Énergie, Sciences et Technologie	--	45	45	--
Environnement	98	51	51	--
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	--	29	29	--
Finances	7	1	1	--
Santé	106	471	471	--
Secrétariat du Conseil de gestion	80	10	10	--
Affaires municipales et Logement	152	91	58	(33)
Secrétariat des affaires autochtones	11	12	12	--
Richesses naturelles	209	29	29	--
Développement du Nord et Mines	173	179	179	--
Solliciteur général et Services correctionnels	12	72	73	1
Transports	1 186	849	884	35
TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS	2 523	2 337	2 344	7

RESTRUCTURATION ET AUTRES DÉPENSES

(en millions de dollars)	1998-1999
Provision du budget de 1998-1999	194
Modifications au cours du trimestre	
Fonds pour circonstances particulières : Réaffectés à des programmes	(77)
Augmentation des coûts de transition pour les conseils scolaires	<u>44</u>
Modifications nettes	(33)
Provision accrue au cours du trimestre	<u>400</u>
Frais totaux de restructuration et autres dépenses	561
Répartition :	
Coûts de transition pour les conseils scolaires	161
Non attribués/À distribuer	<u>400</u>
TOTAL	561

ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Chiffres réels 1997-1998	1998-1999		
		Plan budgét.	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exerc.
Déficit	3 966	4 224	3 563	(661)
Ajustements de période - encaisse	197	3 804	3 637	(167)
Besoins nets de trésorerie	4 163	8 028	7 200	(828)
Dette venant à échéance	5 792	5 820	6 035	215
Emprunts au nom d'organismes	(128)	286	130	(156)
Besoins totaux de trésorerie	9 827	14 134	13 365	(769)
Financement :				
Diminution des réserves liquides	267	3 040	3 040	--
Autres sources	(375)	(66)	(66)	--
Augmentation des emprunts à court terme	(1 340)	1 984	1 215	(769)
Emprunts à long terme *	11 275	9 176	9 176	--
TOTAL - FINANCEMENT	9 827	14 134	13 365	(769)

* y compris les Obligations d'épargne de l'Ontario

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POUR 1998-1999 JUSQU'À MAINTENANT

(en millions de dollars)	Nouv. emprunts (au 30 septembre)	Fonds à obtenir	Besoins comblés (%)
NOUVEAUX EMPRUNTS À LONG TERME	6 721	2 455	73 %

- ◆ Les emprunts à long terme contractés au cours du trimestre ont totalisé 2 706 millions de dollars :

	(en millions de dollars)
Marché intérieur canadien	1 268
Marché américain	1 333
Marché japonais	105
	2 706

- ◆ La dette venant à échéance a été révisée à la hausse pour tenir compte des rachats d'obligations d'épargne de l'Ontario en juin et en septembre 1998.
- ◆ Les emprunts au nom d'organismes ont été révisés à la baisse pour tenir compte des besoins moins grands d'emprunt et des remboursements de capital des organismes gouvernementaux.
- ◆ On prévoit que la dette directe de la province totalisera 109,8 milliards de dollars au 31 mars 1999, comparativement à 105,5 milliards de dollars au 31 mars 1998.